

- le suivi de la formation du personnel qui en relève et opérant dans le domaine des personnes âgées.

La sous-direction des services spécifiques est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale

Art. 8 - La sous-direction des services spécifiques comprend quatre services :

- le service d'inspection, de formation et des programmes, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

- le service du suivi des établissements d'enfance, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

- le service des affaires de la femme et de la famille, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

- le service des personnes âgées, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Troisième section - Le bureau régional du délégué à la protection de l'enfance

Art. 9 - Le bureau régional de délégué à la protection de l'enfance est chargé, outre ses attributions qui lui sont confiées conformément aux dispositions du code de la protection de l'enfance susvisée, de la tutelle administrative du bureau et de l'encadrement du personnel opérant audit bureau, ainsi que l'élaboration des recherches et des études concernant les phénomènes sociaux nouvellement constatés dans le domaine de la protection de l'enfance et la propositions des programmes et des plans susceptibles de les résoudre.

Art. 10 - Le bureau régional de délégué à la protection de l'enfance est dirigé par un chef de bureau appartenant au corps des délégués à la protection de l'enfance et bénéficie des avantages et des indemnités alloués au chef de service d'administration centrale.

Chapitre IV

Organisation financière

Art. 11 - Le commissaire régional des affaires de la femme et de la famille élabore chaque année un projet du budget et le soumet à la ministre des affaires de la femme et de la famille.

Art. 12 - Le budget du commissariat régional des affaires de la femme et de la famille comprend les prévisions des recettes et des dépenses relatives à la gestion ordinaire.

Art. 13 - Les ressources du commissariat régional des affaires de la femme et de la famille sont constituées par :

- les subventions et crédits budgétaires,

- les recettes des prestations de service et toutes ressources propres,

- les dons et legs,

- toutes autres ressources pouvant leur être affectées.

Chapitre V

Dispositions finales

Art. 14 - Est fixée par arrêté de ministre des affaires de la femme et de la famille la liste des établissements relevant de chaque commissariat régional des affaires de la femme et de la famille.

Art. 15 - Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment le décret n° 2004-1631 du 12 juillet 2004, portant création et organisation des directions régionales des affaires de la femme de la famille.

Art. 16 - La ministre des affaires de la femme et de la famille et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 16 septembre 2013.

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

Décret n° 2013-4064 du 19 septembre 2013, portant organisation du ministère des affaires de la femme et de la famille.

Le chef de gouvernement,

Sur proposition de la ministre des affaires de la femme et de la famille,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des agents de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée, notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le code de la protection de l'enfant, tel que promulgué par la loi n° 95-92 du 9 novembre 1995, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2010-41 du 26 juillet 2010,

Vu le décret n° 76-843 du 23 septembre 1976, fixant le régime applicable aux membres des cabinets ministériels, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2009-2251 du 31 juillet 2009,

Vu le décret n° 80-526 du 8 mai 1980, fixant le régime applicable aux chargés de missions auprès des cabinets ministériels, tel que modifié par le décret n° 2000-1182 du 22 mai 2000,

Vu le décret n° 88-1981 du 13 décembre 1988, fixant les conditions et les procédures de la gestion des archives courantes et archives intermédiaires du tri et élimination des archives, du versement des archives et de la communication des archives publiques, tel que modifié par le décret n° 98-2548 du 28 décembre 1998,

Vu le décret 93-1549 du 26 juillet 1993, portant création des bureaux des relations avec le citoyen, ensemble les textes qui l'ont modifié, notamment le décret n° 98-1152 du 25 mai 1998,

Vu le décret n° 96-49 du 16 janvier 1996, fixant le contenu des plans de mise à niveau de l'administration et les modalités de leur élaboration, réalisation et suivi.

Vu le décret n° 96-1134 du 17 juin 1996, fixant le statut particulier du corps des délégués à la protection de l'enfance et les domaines de son intervention et ses moyens d'action avec les services et les organismes sociaux concernés, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment le décret n° 2006-1844 du 3 juillet 2006,

Vu le décret n° 2003-2020 du 22 septembre 2003, fixant les attributions du ministère des affaires de la femme, de la famille et de l'enfance,

Vu le décret n° 2004-1631 du 13 juillet 2004, portant création et organisation des directions régionales des affaires de la femme, de la famille et de l'enfance,

Vu le décret n° 2005-1961 du 5 juillet 2005, portant organisation du ministère des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées.

Vu le décret n° 2006-1245 du 24 avril 2006, réglementant les conditions d'attribution et de retrait des emplois fonctionnels d'administration centrale,

Vu le décret n° 2010-771 du 20 avril 2010, portant création des cellules d'encadrement des investisseurs,

Vu le décret n° 2013-1372 du 15 mars 2013, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République,

Décète :

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier - Outre le comité supérieur du ministère et la conférence des directeurs, le ministère des affaires de la femme et de la famille comprend :

- le cabinet,
- l'inspection générale,
- la direction générale des services communs,
- les services spécifiques,
- les commissariats régionaux des affaires de la femme et de la famille.

Art. 2 - Le comité supérieur du ministère est un organe consultatif qui assiste le ministre dans l'étude de toutes les questions que celui-ci juge utile de lui soumettre, notamment en matière de :

- l'élaboration des plans,
- la coordination entre les différents programmes d'activités du ministère et des établissements sous-tutelle,
- la politique de formation et de recyclage du personnel du ministère,
- l'organisation et de l'emploi des ressources humaines et des moyens matériels.
- suivi de l'activité des services centraux, extérieurs et des établissements sous-tutelle.

Le comité supérieur du ministère des affaires de la femme et de la famille se réunit à l'initiative de ministre et sous sa présidence. Il comprend :

- le chef de cabinet,
- les membres du cabinet,
- l'inspecteur général,
- le directeur général des services communs,
- les chefs des services spécifiques,
- les chefs des établissements sous-tutelle.

Tout responsable dont la participation à la réunion du comité supérieur serait jugée utile.

Art. 3 - La conférence des directeurs constitue l'instance de réflexion, d'information et de coordination sur l'activité générale du ministère et des questions à caractère général qui se rapportent.

La conférence des directeurs se réunit sous la présidence de ministre et sur sa convocation, elle examine périodiquement, une fois tous les trois mois au moins, l'état d'avancement des activités du ministère et les principaux dossiers qui lui sont soumis.

La conférence des directeurs regroupe sous la présidence de ministre ou son représentant, les directeurs généraux, les directeurs, les chefs des services extérieurs et les chefs d'établissements sous-tutelle et autres responsables du ministère et toute autre personne dont la participation serait jugée utile pour les sujets inscrits à l'ordre du jour.

CHAPITRE II

Le cabinet

Art. 4 - Le cabinet est chargé sous la tutelle de son chef de l'exécution de tous les travaux qui lui sont délégués par le ministre. Ses attributions consistent notamment à :

- examiner et suivre les questions qui sont proposées au ministre,
- tenir le ministre informé de l'activité générale du ministère,
- suivre l'exécution des décisions de ministre,
- assurer la liaison et la coordination entre les différents organes du ministère,
- superviser, contrôler et suivre les activités des structures qui lui sont directement rattachées,
- assurer et faciliter les relations avec les organismes officiels, les organisations nationales gouvernementales et non gouvernementales et la presse.

Le cabinet est dirigé par un chef de cabinet assisté par des chargés de missions et des attachés au cabinet.

Art. 5 - Sont rattachées au cabinet les structures suivantes :

- 1) le bureau d'ordre central,
- 2) le bureau d'information et des relations publiques,
- 3) le bureau des relations avec le citoyen,
- 4) le bureau de suivi de l'activité gouvernementale,
- 5) le bureau des relations avec les associations et les organisations,
- 6) le bureau de relation avec les services extérieurs et les établissements sous-tutelle,
- 7) le bureau de planification et de programmation,

8) le bureau de la coopération internationale et des relations extérieures,

9) le bureau du délégué général de la protection de l'enfance,

10) le bureau de la réforme administrative et de bonne gouvernance,

11) le secrétariat permanent de la commission ministérielle des marchés publics,

12) la cellule d'encadrement des investisseurs.

Art. 6 - Le bureau d'ordre central est chargé notamment de :

- la réception, l'expédition et l'enregistrement du courrier,
- la ventilation et le suivi du courrier,
- la coordination entre les différents bureaux d'ordre secondaires.

Le bureau d'ordre central est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 7 - Le bureau d'information et des relations publiques est chargé notamment de :

- l'établissement et l'organisation des relations avec les organes d'information,
- le collecte, l'analyse et la diffusion des informations de presse relatives aux activités du ministère,
- la préparation des périodiques internes d'informations,
- la mise à jour du site web du ministère,
- la documentation et la diffusion des activités ministérielles.

Le bureau d'information et des relations publiques est dirigé par un chargé de mission.

Art. 8 - Le bureau des relations avec le citoyen est chargé notamment de :

- l'accueil des citoyens, la réception de leurs requêtes et l'instruction de ces requêtes, en collaboration avec les services concernés, en vue de leur trouver les solutions appropriées,
- la réponse aux citoyens directement ou par courrier postal ou via les nouvelles technologies de communications,
- le renseignement des citoyens sur les procédures et formalités administratives concernant l'octroi des diverses prestations et ce, directement, par courrier ou par téléphone,
- la centralisation et l'étude des dossiers émanant du médiateur administratif et la coordination avec les différents services du ministère en vue de trouver les solutions adéquates à ces dossiers,

- l'analyse des requêtes des citoyens, en vue de déceler les complications au niveau des procédures administratives et la proposition des réformes susceptibles de les dépasser.

Le bureau des relations avec le citoyen est dirigé par un directeur d'administration centrale assisté par un sous-directeur d'administration centrale et un chef de service d'administration centrale.

Art. 9 - Le bureau de suivi de l'activité gouvernementale est chargé notamment de :

- la préparation des dossiers relatifs aux conseils des ministres, aux conseils ministériels, aux séances de travail interministériels et aux séances de travail avec les conseils et organismes nationaux,

- le suivi des décisions prises aux conseils ministériels ayant trait aux activités du ministère et des établissements sous-tutelle,

- l'établissement des rapports périodiques sur l'exécution desdites décisions.

Le bureau du suivi de l'activité gouvernementale est dirigé par un chargé de mission.

Art. 10 - Le bureau des relations avec les associations et les organisations est chargé notamment de :

- l'établissement des relations avec les associations et les organisations œuvrant dans les secteurs en relation et la représentation du ministère dans les activités qu'elles organisent,

- la préparation des projets de conventions entre le ministère et les associations et les organisations en relation, en coordination avec la direction des affaires juridiques et du contentieux,

- le secrétariat de la commission des subventions des associations et les organisations œuvrant dans les secteurs en relation,

- le suivi des activités des associations et des organisations œuvrant dans les secteurs en relation et le suivi des rapports périodiques.

Le bureau des relations avec les associations et les organisations est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 11 - Le bureau de relation avec les services extérieurs et les établissements sous-tutelle est chargé notamment de :

- la coordination entre les services extérieurs et les services centraux en tout ce qui concerne les activités du ministère,

- le suivi des rapports et des procès verbaux des conseils d'administration et des organes délibérants des établissements sous-tutelle,

- l'établissement des rapports périodiques sur la gestion et les scores des services extérieurs et des établissements sous-tutelle.

Le bureau des services extérieurs et des établissements sous-tutelle est dirigé par un chargé de mission.

Art. 12 - Le bureau de planification et de programmation est chargé notamment de :

- la collecte, l'analyse et la diffusion des statistiques relatives au domaine d'activité du ministère,

- la contribution à l'élaboration des plans de développement des secteurs de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées, et le suivi de leur exécution,

- la contribution à l'élaboration des plans et des programmes relatifs aux secteurs se rapportant aux attributions du ministère,

- l'évaluation des résultats des plans de développement des secteurs de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées et la proposition des projets et des programmes à inscrire dans lesdits plans.

Le bureau de planification et de programmation est dirigé par un directeur d'administration centrale assisté par un sous-directeur d'administration centrale et un chef de service d'administration centrale.

Art. 13 - Le bureau de la coopération internationale et des relations extérieures est chargé notamment de :

- suivi des questions ayant trait à la coopération internationale et aux relations extérieures,

- développement des relations avec les organismes internationaux et régionaux en ce qui concerne les questions entrant dans les attributions du ministère,

- suivi des programmes de coopération bilatérale et multilatérale avec les parties étrangères et la coordination entre elles et les services spécifiques du ministère,

- la coordination avec les ministères, les organismes internationaux et régionaux pour l'exécution des projets et des programmes qui s'inscrivent dans les attributions du ministère,

- la préparation des rapports périodiques sur la situation de la coopération internationale dans les domaines qui s'inscrivent dans les attributions du ministère et les communiquer au ministre,

- la représentation du ministère aux commissions mixtes bilatérales et aux sessions et conférences multilatérales.

Le bureau de la coopération internationale et des relations extérieures est dirigé par un directeur d'administration centrale assisté par un sous-directeur d'administration centrale.

Art. 14 - Le bureau du délégué général à la protection de l'enfance est chargé notamment de :

- la supervision, la coordination, le suivi et l'évaluation de l'activité des délégués à la protection de l'enfance aux régions,

- la contribution à la promotion des capacités du personnel exerçant dans le domaine de protection de l'enfance,

- l'établissement et l'exécution des programmes de formation spécifiques aux délégués à la protection de l'enfance,

- l'examen des cas qui lui sont soulevés par le délégué territorialement compétent, le cas échéant,

- l'examen des cas qui nécessitent l'intervention auprès des autorités étrangères.

Le bureau du délégué général à la protection de l'enfance est dirigé par un délégué général à la protection de l'enfance bénéficiant des avantages et des indemnités alloués à un directeur d'administration centrale.

Art. 15 - Le bureau de la réforme administrative et de la bonne gouvernance est chargé notamment de :

- la proposition et le suivi des plans de la réforme administrative et de la bonne gouvernance, en coordination avec les parties concernées et les services spécifiques,

- la mise en place et le suivi des programmes relatifs à l'amélioration de la qualité des services et au développement des compétences,

- la réception des rapports de l'institution du citoyen superviseur et l'action en vue de l'application des suggestions qui figurent à ces observations,

- la conception des programmes de consécration de la transparence et l'application des principes de la bonne gouvernance et l'éradication des causes de corruption,

- l'élaboration des rapports périodiques sur les projets de la réforme administrative et de la bonne gouvernance au ministère ainsi que leur état d'avancement,

- la mise à la disposition des autorités et des organismes concernés par la réforme administrative et la bonne gouvernance, de toutes les déclarations, les données et les documents demandés,

- la représentation du ministère aux autorités et organismes concernés par la réforme administrative et la bonne gouvernance.

Le bureau de la réforme administrative et de la bonne gouvernance est dirigé par un directeur d'administration centrale.

Art. 16 - Le secrétariat permanent de la commission départementale des marchés publics est chargé notamment de :

- l'organisation des réunions de la commission départementale des marchés publics, la proposition de l'ordre de jour, la rédaction des procès verbaux, leur enregistrement et leur communication aux membres de la commission,

- la coordination entre les différentes structures intervenant dans le domaine des marchés publics,

- le suivi de l'exécution des marchés publics et l'établissement d'un rapport annuel,

Le secrétariat permanent de la commission départementale des marchés publics est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 17 - La cellule d'encadrement des investisseurs est chargée notamment de :

- rôle d'interlocuteur unique des investisseurs pour les activités qui relèvent du ministère, et ce en vue de les aider à surmonter les difficultés qui les rencontrent à l'occasion de la réalisation de leurs projets d'investissement,

- la coordination avec les cellules d'encadrement des investisseurs des autres ministères, le cas échéant, en vue de trouver des solutions adéquates pour les dossiers qui nécessitent l'intervention de plus d'un seul ministère,

- la transmission des dossiers qui demeurent non résolus après avoir épuisé toutes les tentatives, à la cellule centrale d'encadrement des investisseurs au chef du gouvernement.

La cellule d'encadrement des investisseurs est dirigée par un directeur d'administration centrale.

CHAPITRE III

L'inspection générale

Art. 18 - L'inspection générale est chargée, sous l'autorité directe de ministre, du contrôle et d'inspection de la gestion administrative, financière et technique de l'ensemble des services centraux et extérieurs du ministère et des établissements sous-tutelle, ainsi que les associations bénéficiant des subventions par le budget du ministère.

Elle est chargée notamment de :

- effectuer toute mission de contrôle ou enquête à caractère administratif, financier ou technique tendant notamment à s'assurer de la légalité des actes de gestion, évaluer la qualité de gestion et améliorer les circuits et les méthodes de travail des services du ministère,

- entreprendre toutes les missions ou les enquêtes qui lui sont confiées par le ministre,

- établir des rapports faisant état des résultats de ces missions et enquêtes à la fin de chaque inspection et les soumettre à la ministre,

- assurer le suivi de l'exécution des recommandations formulées dans les rapports précités.

Art. 19 - Les membres de l'inspection générale du ministère agissent en vertu d'un ordre de mission qui leur est délivré par la ministre.

Pour l'accomplissement de leurs missions, il est conféré aux membres de l'inspection générale le pouvoir d'investigation le plus étendu et ils disposent, à cet effet, du droit de communication de tout document.

Les services du ministère, les établissements sous-tutelle auprès desquels sont effectuées les missions de contrôle prévues à l'article précédent ne peuvent opposer le secret professionnel aux membres de l'inspection générale.

L'inspection générale peut faire appel à toute personne compétente pour l'examen des questions à caractère spécifique.

Art. 20 - L'inspection générale comprend les emplois fonctionnels suivants :

- un inspecteur général bénéficiant des avantages et indemnités alloués à un directeur général d'administration centrale,

- deux inspecteurs en chef bénéficiant des avantages et indemnités alloués à un directeur d'administration centrale,

- deux inspecteurs principaux bénéficiant des avantages et indemnités alloués à un sous-directeur d'administration centrale,

- trois inspecteurs bénéficiant des avantages et indemnités alloués à un chef de service d'administration centrale.

CHAPITRE IV

La direction générale des services communs

Art. 21 - La direction générale des services communs est chargée notamment de :

- la gestion des ressources humaines et financières du ministère,

- l'élaboration et l'exécution du budget du ministère en collaboration avec les services centraux et extérieurs,

- la tutelle administrative et financière sur établissements relevant du ministère et les établissements sous-tutelle,

- la rationalisation de l'organisation du fonctionnement des services du ministère,

- la mise en place et le suivi des programmes d'informatique,

- la gestion des archives et de la documentation spécifique au ministère.

La direction générale des services communs est dirigée par un directeur général d'administration centrale.

Art. 22 - La direction générale des services communs comprend :

- la direction des ressources humaines,

- la direction des affaires financières,

- la direction des bâtiments et d'équipement,

- la direction de l'organisation, des méthodes et de l'informatique,

- la sous-direction de la gestion des documents et de la documentation.

Art. 23 - La direction des ressources humaines est chargée notamment de :

- la gestion des ressources humaines,

- l'administration de carrière des ressources humaines du ministère,

- la fixation, l'exécution et le suivi des programmes de formation en coordination avec les services concernés,

- le suivi de la gestion des ressources humaines aux établissements sous-tutelle,
- la promotion des ressources humaines du ministère.

Art. 24 - La direction des ressources humaines est dirigé par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction des ressources humaines est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service des corps particuliers, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service des corps communs et des ouvriers, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction des concours, des examens et de formation est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service des concours et des examens, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service de formation et d'évaluation, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 25 - La direction des affaires financières est chargée notamment de :

- l'élaboration et l'exécution des budgets des premier et second titres, en collaboration avec les différents services centraux et extérieurs ainsi que les établissements publics sous-tutelle,
- la tutelle sur les budgets des services extérieurs et des établissements publics sous-tutelle,
- la préparation matérielle des différentes réunions et conférences au sein du ministère,
- l'assurance de tous les travaux de suivi et de coordination pour l'assurance de l'activité ordinaire des différents services,
- l'organisation des déplacements officiels de la ministre et des membres du cabinet,
- la préparation et l'ordonnancement des salaires du personnel du ministère,
- l'engagement des différentes dépenses de fonctionnement et d'équipement,
- la délégation et le transfert des crédits budgétaires aux services extérieurs et aux établissements publics sous-tutelle,
- la gestion et le suivi des régies d'avance.

Art. 26 - La direction des affaires financières est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction du budget est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de préparation et de suivi des budgets est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service des traitements est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction de gestion financière, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de gestion des crédits du budget de fonctionnement, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service de gestion des crédits du budget d'équipement, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 27 - La direction des bâtiments et d'équipement est chargée notamment de :

- l'élaboration des études techniques des projets des bâtiments et d'équipement du ministère,
- la préparation des dossiers des marchés publics relatifs à l'exécution des projets de bâtiments, d'équipement et de matériels,
- la préparation des études juridiques relatives aux affaires foncières aux services centraux et régionaux,
- l'exécution et le suivi des marchés publics,
- l'entretien et la maintenance des bâtiments et d'équipement relevant du ministère,
- la supervision du parc-auto et la gestion de matériel roulant du ministère,
- la gestion de dépôt et de l'approvisionnement du matériel, du meuble et des produits et leur distribution,
- le suivi permanent des dérangements techniques réclamés,
- la coordination de l'action entre les différentes cellules opérationnelles de secours,
- la gestion des affaires de sécurité internes du ministère,
- l'assurance et l'organisation de la continuité des services hors les horaires de travail.

Art. 28 - La direction des bâtiments et d'équipement est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction des bâtiments et des affaires foncières, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service des bâtiments, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service des affaires foncières, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction des achats, de l'approvisionnement et de la maintenance, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend trois services :

- le service des achats et de l'approvisionnement, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service de dépôt, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service de la maintenance, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 29 - La direction de l'organisation, des méthodes et de l'informatique est chargée notamment de :

- l'établissement et le développement du plan d'utilisation de l'informatique au sein du ministère et le suivi de son exécution,
- la coordination avec les services concernés du chef de gouvernement, sur les questions de l'informatique et l'administration communicante,
- l'assurance de la sécurité des réseaux informatiques au ministère ainsi qu'aux établissements sous-tutelle,
- l'installation de l'administration communicante au ministère et aux établissements sous-tutelle,
- l'assurance de l'exploitation et de la maintenance de matériels et des logiciels informatiques,
- le suivi de la fonctionnalité des applications nationales,
- l'exécution des applications et des systèmes informatiques au profit du ministère,
- l'étude et préconisation de nouvelles méthodes pour l'amélioration et la rationalisation de la gestion administrative,
- l'établissement et l'exécution de programme de la qualité des prestations administratives,
- la veille à la simplification des procédures et des imprimés administratifs, à l'allègement des circuits et l'amélioration du fonctionnement des services,

- la préparation et la mise à jour des manuels des procédures,

- la préparation et la mise à jour de guide des services administratives octroyés des différents services du ministère et des établissements sous-tutelle,

- l'étude des projets d'organisation administrative du ministère, des services extérieurs et des établissements sous-tutelle.

Art. 30 - La direction de l'organisation, des méthodes et de l'informatique est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction de l'organisation et des méthodes, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de l'organisation, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service des méthodes, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction de l'informatique, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de l'exploitation et de la maintenance des matériels et des logiciels informatiques, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service des applications et de la sécurité informatique est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 31 - La sous-direction de la gestion des documents et de la documentation est chargée notamment de :

- l'élaboration et la mise en application du programme de gestion des documents courants relatifs aux activités des services du ministère et ce, en collaboration avec les archives nationales,
- l'établissement des systèmes de classement des documents courants des services du ministère et la veille à leur bonne application,
- l'élaboration d'un calendrier de conservation des documents du ministère et la veille à l'application de ses prescriptions,
- la collecte, l'organisation et la conservation des archives intermédiaires dans des locaux appropriés,
- l'organisation de la communication et l'exploitation des archives intermédiaires et le versement des archives définitives aux archives nationales,

- l'acquisition et le rassemblement des documents et des informations relatifs aux domaines de compétence du ministère, quels que soient leurs origines ou leurs supports,

- l'accomplissement, la conservation des documents et des informations et leur communication aux utilisateurs.

Art. 32 - La sous-direction de la gestion des documents et de la documentation est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend :

- le service des archives courantes et intermédiaires, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

- le service de la documentation et de la bibliothèque, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

CHAPITRE V

Les services spécifiques

Art. 33 - Les services spécifiques du ministère des affaires de la femme et de la famille comprend :

- la direction générale des affaires de la femme et de la famille,

- la direction générale de l'enfance,

- la direction des personnes âgées,

- la direction de la communication et de l'éducation sociale,

- la direction des affaires juridiques et du contentieux.

Art. 34 - La direction générale des affaires de la femme et de la famille est chargée notamment de :

- la participation à l'élaboration des plans de développement dans le domaine de la promotion de la femme et de la famille,

- la préparation et l'exécution des programmes et les projets permettant la consolidation de la contribution de la femme au développement et le renforcement du rang de la famille dans la société,

- la proposition des projets de textes législatifs ayant pour objectif la mise en œuvre du principe de la parité des chances dans tous les domaines,

- le suivi des conditions de la femme et de la famille émigrée et la mise en place des programmes qui lui sont spécifiques,

- la proposition des programmes de coopération en matière de la promotion de la femme et l'amélioration des capacités de la famille dans le cadre du développement du partenariat régional et international,

- le collecte, l'analyse et l'exploitation des données spécifiques aux affaires de la femme et de la famille,

- l'amélioration des approches et des méthodologies adoptées à la promotion de la situation de la femme et des capacités de la famille.

La direction générale des affaires de la femme et de la famille est dirigée par un directeur général d'administration centrale.

Art. 35 - La direction générale des affaires de la femme et de la famille comprend :

- la direction des affaires de la femme,

- la direction des affaires de la famille.

Art. 36 - La direction des affaires de la femme est chargée notamment de :

- la prévoyance de la femme et le suivi de ses occupations, ses perspectives et ses attentes, dans le cadre de la parité des chances et l'égalité des deux sexes,

- l'évaluation et la promotion du cadre législatif en vue de répondre aux besoins et aux ambitions de la femme dans le cadre d'une société équilibrée, gouvernée par l'égalité sociale entre ses différentes composantes sans exclusion ou marginalisation,

- l'adoption des mécanismes de veille pour assurer le suivi permanent des conditions et des occupations de la femme,

- l'établissement des mécanismes nécessaires pour l'élaboration des politiques et des programmes et la mise en œuvre des systèmes disponibles,

- la consolidation de l'insertion de la femme au développement économique et social du pays et ce, aux différentes positions du pouvoir,

- la garantie de l'autonomisation économique de la femme.

Art. 37 - La direction des affaires de la femme est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction de l'égalité des chances, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service d'observation et de lutte contre la discrimination à l'égard de la femme, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

- le service de lutte contre la violence à l'égard de la femme, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction de l'autonomisation économique et sociale, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de l'autonomisation économique, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service de la promotion de la femme rurale, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 38 - La direction des affaires de la famille est chargée notamment de :

- le travail dans le cadre de partenariat et la coordination avec toutes les parties intervenantes, les organismes gouvernementaux et la société civile, sur les questions relatives à la famille,
- la contribution à la détermination des priorités et des politiques de l'Etat dans le domaine de la famille,
- l'évaluation et le suivi des politiques relatives à la famille et leur adéquation avec le développement des concepts et des besoins,
- la contribution à la réalisation des plans de développement visant la promotion de la famille et le suivi de leur exécution et évaluation à travers les mécanismes nécessaires,
- la contribution à la consolidation des législations et des réglementations relatives à la famille,
- la collecte des données et la réalisation des études et recherches relatives au domaine de la famille.

Art. 39 - La direction des affaires de la famille est dirigée par un d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction de la consolidation des fonctions de la famille, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de l'autonomisation économique et sociale, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service de renseignement et d'orientation, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction de soutien de la famille, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de soutien des familles avec nécessités spécifique, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service d'observation des situations de la famille, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 40 - La direction générale de l'enfance est chargée notamment de :

- la proposition des composantes principales des orientations stratégiques dans le domaine de l'enfance sur la base des politiques publiques de l'Etat,
- l'élaboration, l'exécution et l'évaluation des plans et des programmes du ministère dans le domaine la première enfance, de l'animation socio-éducatives et de la sauvegarde.
- le suivi de la mise en œuvre des actes et des conventions internationales et régionales, relatifs aux domaines de l'enfance et la contribution à l'élaboration des rapports nationaux à l'effet,
- la supervision de la gestion technique et pédagogique des établissements publics et privés d'enfance.
- la contribution à l'élaboration des programmes de formation destinés aux cadres de l'enfance,
- l'évaluation de la performance des structures et établissements publics œuvrant dans le domaine,
- la surveillance des procédés et des méthodes scientifiques innovés dans le domaine d'enfance et leur adoption dans le processus d'innovation pédagogique.

La direction générale de l'enfance est dirigée par un directeur général d'administration centrale.

Art. 41 - La direction générale de l'enfance comprend trois directions :

- la direction des droits de l'enfant et de la sauvegarde de l'enfance,
- la direction de l'animation socio-éducative et des loisirs,
- la direction de l'inspection pédagogique et de la promotion des compétences.

Art. 42 - La direction des droits de l'enfant et de la sauvegarde de l'enfance est chargée notamment de :

- le suivi de la situation de l'enfance à l'échelle nationale,
- le suivi de l'engagement à l'application des conventions et des traités internationaux et des législations nationales relatives aux droits de l'enfant,
- la fixation et l'exécution des stratégies nationales dans le domaine de protection et de sauvegarde des enfants, en collaboration des intervenants dans le secteur,
- l'élaboration des programmes visant le développement des systèmes socio-éducatifs en relation,

- le suivi de la gestion des établissements spécialisés dans le domaine de la sauvegarde de l'enfance,

- le développement et l'organisation de l'action et des méthodes dans le domaine de sauvegarde d'enfance,

- le développement des services de sauvegarde institutionnelle au profit des enfants en garde et des mécanismes d'insertion,

- l'élaboration des programmes de partenariat avec les organisations internationales et nationales et les associations dans le domaine d'engagement envers les enfants au milieu familial,

- le suivi des recommandations formulées par les différents conseils consultatifs liés à la sauvegarde des enfants,

- la contribution à la sauvegarde de l'enfance menacée et aux besoins spécifiques, en coordination avec les parties concernées.

- l'élaboration des programmes relatifs au développement des services de sauvegarde de l'enfance.

Art. 43 - La direction des droits de l'enfant et de la sauvegarde de l'enfance est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction des droits de l'enfant et le suivi de la situation de l'enfance, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- Le service de suivi de la situation de l'enfance, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

- Le service des législations, des études et des rapports, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction de la promotion des services de sauvegarde de l'enfance, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service des institutions et des services dans le domaine de la sauvegarde, est dirigée par un chef de service d'administration,

- le service de la prévention et d'intégration, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 44 - La direction de l'animation socio-éducative et des loisirs est chargée notamment de :

- le suivi de la situation des institutions de l'animation socio-éducative dans les secteurs public et privé,

- la fixation des programmes de développement du secteur sur la base de la politique de l'Etat dans le domaine et des stratégies adoptées par le ministère.

Art. 45 - La direction de l'animation socio-éducative et des loisirs est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction des institutions d'éducation préscolaires, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de développement des travaux aux institutions, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

- le service de suivi des travaux des institutions, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction de l'animation, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de suivi des institutions d'animation, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

- le service de soutien, suivi et d'évaluation des festivals et des événements, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 46 - La direction de l'inspection pédagogique et de la promotion des compétences est notamment chargée de :

- le soutien continu et l'évaluation régulière des acquis des cadres du secteur de l'enfance et leur rendement éducatifs,

- le développement et la promotion des divers programmes d'animation socio-éducatifs destinés aux enfants,

- la conception et le développement des programmes pédagogiques,

- le développement et le renforcement des moyens et des techniques éducatives et pédagogiques,

- la contribution à l'élaboration des programmes de formation de base et de formation continue en coopération avec les structures concernées,

- l'inspection et le suivi l'activité des institutions d'enfance et de ses cadres éducatifs,

- le suivi et l'évaluation des activités du corps d'inspection pédagogique et des chargés de l'orientation pédagogique,

- le suivi de l'évolution, le diagnostic des besoins éducatifs et la proposition des substituts.

Art. 47 - La direction de l'inspection pédagogique et de la promotion des compétences est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction de l'inspection et d'innovation pédagogique, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service d'inspection et d'orientation pédagogique, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service d'innovation pédagogique, du développement des programmes, d'évaluation de production et des publications, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

2- La sous-direction du développement des compétences et de l'ingénierie de formation est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service de formation continue, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service de vigilance scientifique, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 48 - La direction des personnes âgées est chargée notamment de :

- l'élaboration, le suivi de l'exécution et l'évaluation des projets de plans de développement destinés à la promotion des personnes âgées,
- l'élaboration des plans et des stratégies. La mise en place, le suivi de l'exécution et l'évaluation des programmes du ministère dans le domaine des personnes âgées,
- la coordination entre les différentes structures administratives, organisations et associations concernées,
- le suivi de l'exécution des plans nationaux relatifs aux personnes âgées,
- la proposition des projets de textes législatifs et réglementaires relatifs aux personnes âgées,
- l'observation des conditions des personnes âgées et la proposition et des programmes spécifiques en coordination avec les différentes parties intervenantes,
- la définition des mesures nécessaires pour le développement des méthodes du travail et la détermination des besoins dans le domaine des personnes âgées,

- la collecte, la documentation et l'analyse des informations, données et statistiques relatives aux personnes âgées, et la réalisation des études et des recherches dans le domaine de la vieillesse et du vieillissement,

- l'élaboration des programmes de loisirs, de divertissement et d'intégration sociale pour personnes âgées et veiller à leur exécution,

- le suivi et le contrôle des établissements publics et privés œuvrant dans le domaine des personnes âgées,

- le suivi et l'évaluation des activités des associations œuvrant dans les domaines de prise en charge, de protection et de divertissement des personnes âgées,

- l'étude des demandes de subventions présentées au ministère par les associations œuvrant dans le domaine,

- l'étude des demandes de création d'établissements publics ou privés d'hébergement des personnes âgées,

- la coordination du travail avec les organes consultatifs.

- l'élaboration des études et des recherches relatives à la vieillesse et au vieillissement, dans le cadre de partenariat,

- la collecte de la documentation, l'analyse des informations, données et statistiques relatives aux personnes âgées,

- l'observation et l'analyse des problématiques, des mutations et des phénomènes sociaux à l'échelle nationale et internationale, ainsi que leurs impacts sur les personnes âgées et la proposition des plans, des programmes et des mesures appropriés pour la lutte et la prévention,

- la définition et l'analyse des causes de difficultés économiques et sociales des personnes âgées, ainsi que les facteurs de leur perte d'autonomie,

- la contribution à l'encadrement des étudiants chercheurs dans le domaine de la vieillesse et du vieillissement,

- l'habilitation et la formation des intervenants dans la prise en charge des personnes âgées aux établissements publics d'hébergement, des équipes mobiles, des clubs de jours pour et autres,

- l'organisation des diverses sessions de formation au profit des membres des associations œuvrant dans le domaine,

- la proposition des programmes de formation dans les métiers de proximité pour personnes âgées,

- l'action en faveur de la participation des personnes âgées dans la vie publique et la lutte contre toutes les formes de marginalisation, de négligence et de discrimination à l'égard des personnes âgées.

Art. 49 - La direction des personnes âgées est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- La sous-direction de la prise en charge des personnes âgées est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service des prestations de prise en charge, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service des relations avec les structures et les associations, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction de la prévention, la planification et la formation est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service des recherches, des études et de la formation, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service de la vigilance et de l'insertion sociale, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

Art. 50 - La direction de la communication et de l'éducation sociale est chargée notamment de :

- la contribution à l'élaboration et la réalisation de la stratégie de communication, d'information et d'éducation en faveur de la femme, la famille, l'enfance et les personnes âgées,
- le suivi des statistiques produites dans le domaine,
- la diffusion et la consécration la culture des droits de la femme, de l'enfant et des personnes âgées au sein de la famille et de la société,
- la production, la diffusion et la conservation des supports médiatiques qui contribuent à la connaissance des législations, des programmes et des activités spécifiques à la femme, à l'enfance et aux personnes âgées,
- le développement des programmes orientés à la femme, à la famille, à l'enfance et aux personnes âgées en coordination avec les services concernés du ministère,
- l'organisation des séminaires, expositions et conférence relatives à l'activité de ministère, en coordination avec les services concernés.

Art. 51 - La direction de la communication et de l'éducation sociale est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend :

- la sous-direction de la communication et de l'éducation sociale, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :
 - le service des programmes de communication, d'éducation sociale et des séminaires et expositions, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
 - le service de la production, la diffusion et la conservation des supports médiatiques, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,

Art. 52 - La direction des affaires juridiques et du contentieux est chargé notamment de :

- l'étude des questions juridiques qui lui sont soumises par le ministre,
- l'octroi d'avis sur les textes législatifs et réglementaires parvenus au ministère,
- l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires spécifiques aux activités du ministère,
- l'octroi d'avis sur les conventions et les contrats qui seraient probablement signés par le ministère,
- l'étude et l'avis juridique aux consultations parvenues des services centraux, des services extérieurs ou des établissements sous-tutelle,
- le traitement et le suivi du contentieux judiciaires et administratifs, en collaboration avec les services de chef du contentieux de l'Etat,
- l'étude et le suivi du contentieux dont le ministère ou l'un de ses établissements de sous-tutelle faisant partie, ainsi que l'exécution des jugements prononcés, avec les services concernés du ministère,
- la représentation juridique du ministère devant les tiers en matière du contentieux qui concerne l'activité du ministère et ses employés.

Art. 53 - La direction des affaires juridiques et du contentieux est dirigée par un directeur d'administration centrale et comprend deux sous-directions :

1- la sous-direction de la législation et des études, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend deux services :

- le service des études juridiques et des consultations, est dirigé par un chef de service d'administration centrale,
- le service de la législation, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

2- La sous-direction du contentieux, est dirigée par un sous-directeur d'administration centrale et comprend :

- le service du contentieux, est dirigé par un chef de service d'administration centrale.

CHAPITRE VI

Les commissariats régionaux des affaires de la femme et de la famille

Art. 54 - La création des commissariats régionaux des affaires de la femme et de la famille, de leurs attributions, leur organisation administrative et financière ainsi que leur modalités de fonctionnement sont fixées par décret.

Art. 55 - Toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées et notamment le décret n° 2005-1961 du 5 juillet 2005, portant organisation du ministère des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées.

Art. 56 - La ministre des affaires de la femme et de la famille et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 19 septembre 2013.

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

Décret n° 2013-4065 du 26 septembre 2013, portant création de l'emploi fonctionnel spécifique d'assistant pédagogique de l'enfance au ministère des affaires de la femme et de la famille et fixant les conditions de son attribution et de son retrait.

Le chef du gouvernement,

Sur proposition de la ministre des affaires de la femme et de la famille,

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu la loi d'orientation n° 2002-80 du 23 juillet 2002, relative à l'éducation et l'enseignement scolaire, tel qu'elle a été modifiée et complétée par la loi n° 9-2008 du 11 février 2008,

Vu le décret n° 74-950 du 2 novembre 1974, portant statut particulier des personnels du corps de l'inspection pédagogique des ministères de la jeunesse, des sports et de l'éducation physique, et des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2007-1701 du 5 juillet 2007,

Vu le décret n° 74-952 du 2 novembre 1974, portant statut particulier des personnels enseignants relevant des ministères de la jeunesse, des sports et de l'éducation physique, des affaires de la femme, de la famille et de l'enfance et des personnes âgées ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2006-1439 du 30 mai 2006,

Vu le décret n° 81-615 du 7 mai 1981, portant création du grade du professeur principal de l'éducation physique ou de la jeunesse et de l'enfance relevant des ministères de la jeunesse, des sports et de l'éducation physique, et des affaires de la femme, de la famille et de l'enfance et des personnes âgées ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2006-1440 du 30 mai 2006,

Vu le décret n° 85-980 du 11 août 1985, fixant la liste des éléments permanents de la rémunération des agents de l'État, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, soumis à retenue pour la retraite, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2006-1801 du 26 juin 2006,

Vu le décret n° 2000-2490 du 31 octobre 2000, portant création des grades de professeur principal hors classe de l'éducation physique ou professeur principal hors classe de la jeunesse et de l'enfance et professeur hors classe de l'éducation physique ou professeur hors classe de la jeunesse et de l'enfance relevant des ministères de la jeunesse, des sports et de l'éducation physique et des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées., ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2006-1441 du 30 mai 2006,

Vu le décret n° 2003-2020 du 22 septembre 2003, fixant les attributions du ministère des affaires de la femme, de la famille et de l'enfance,

Vu le décret n° 2005-1961 du 5 juillet 2005, portant organisation du ministère des affaires de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du Président de la République.